

POUR LES SALAIRES L'EMPLOI, LES SERVICES PUBLICS
TOUTES ET TOUS EN GRÈVE ET MANIFESTATION
LE 15 JUIN

Alors que le gel de la valeur du point d'indice poursuivi presque sans interruption depuis plus de 10 ans entraîne des pertes de pouvoir d'achat considérables, le rendez-vous salarial n'est toujours pas fixé.

D'abord envisagé au début du printemps par la ministre, celui-ci pourrait n'intervenir que début juillet !

Un tel calendrier augure mal de la possibilité de négocier réellement.

De surcroît, dans les thèmes qui seraient abordés, le pouvoir exécutif est totalement muet sur le chapitre des augmentations générales. Ce silence obstiné, en dépit des demandes réitérées de l'ensemble des organisations syndicales, est bien le signe que le gouvernement n'a aucune intention de procéder à des revalorisations du point d'indice, y compris pour 2022.

Des milliards d'euros publics ont été versés aux banques et aux capitalistes sans aucune contrepartie. Rien pour la fonction publique et ses agent-e-s !!

Cette situation est inacceptable !

La reconnaissance des agentes et des agents de la Fonction publique, de leurs qualifications et de leur engagement, passe nécessairement par le dégel du point d'indice et des mesures générales indiciaires notamment l'attribution d'un nombre de points d'indice identique à toutes ainsi que la revalorisation des filières féminisées.

Quelles que soient les appréciations que l'on puisse porter sur des mesures ciblées et catégorielles, elles ne sauraient être suffisantes et elles n'endigueront pas la dégradation continue du pouvoir d'achat des personnels ni le décalage croissant entre les exigences de qualifications et la rémunération ».

De surcroît, elles génèrent des iniquités et, souvent, mettent à mal la grille indiciaire.

Nos organisations syndicales, CGT, FSU et Solidaires, estiment indispensable de peser **pour que s'ouvrent sans tarder de véritables négociations salariales** où l'incontournable augmentation de la valeur du point d'indice et des mesures générales seront examinées et prises en compte.

Pour cela, elles appellent à faire du 15 juin prochain une journée d'actions et d'interventions au cours de laquelle les personnels des trois versants porteront à nouveau, haut et fort, leurs légitimes revendications.

Si, bien entendu, celles touchant aux salaires seront au cœur de la mobilisation, d'autres exigences essentielles touchant **à l'emploi, au temps de travail, aux services publics** feront partie intégrante de cette journée unitaire.

ENSEMBLE LE 15 JUIN,
RASSEMBLEMENT ET MANIFESTATION
14H30 PLACE CHÂTELET
FAISONS-NOUS ENTENDRE
POUR OBTENIR DE RÉELLES AVANCÉES